

Le mouvement flamand a-t-il accompli son destin ?

Un dossier du Crisp pose la question. Pour les historiens qui l'ont rédigé, la construction de la nation flamande est quasi achevée. Ce qui ne sonne pas forcément le glas de la Belgique.

Bruno De Wever

Professeur d'histoire à l'Université de Gand, Bruno De Wever (né en 1960) est le frère aîné de Bart, le président de la N-VA. Il est l'auteur et le coauteur de plus de 350 publications dont un livre sur le VNV et le nationalisme flamand. Il s'est spécialisé dans l'étude de la Seconde Guerre mondiale, du nationalisme et du fascisme. Il est membre de plusieurs instituts et centres d'études dont le Cegesoma et l'European Cooperation on War Studies.

« La nation flamande est déjà bien avancée »

Bruno De Wever se demande quelle direction prendra la N-VA dans les années à venir.

Votre analyse se base sur la théorie de l'historien tchèque Miroslav Hroch. Pourquoi ? Parce qu'elle est très répandue auprès des chercheurs qui s'intéressent au nationalisme en Europe ; et en particulier des Etats plurinationaux où il existe des rapports hiérarchiques entre petites et grandes nations. Les Tchèques l'ont vécu du temps de l'Empire austro-hongrois, par exemple, où ils étaient dominés par la culture allemande. Nous avons essayé de transposer la théorie de Hroch dans la perspective historique de la formation d'une nation flamande aux XIX^e et XX^e siècles. Ce qui permet de voir des choses d'une autre façon.

Le nationalisme flamand est-il à un tournant en 2017 ?

On ne sait pas prédire ce qui va se passer, ça dépend de plusieurs facteurs en Europe et dans le monde. Et aussi dans quelle mesure le nationalisme va être revitalisé en tant que force sociale. Notre analyse montre que la formation de la nation flamande est un processus beaucoup plus large que le simple nationalisme flamand en lutte contre l'Etat belge. Les deux évoluent en parallèle et ont des liens entre eux. Nous avons essayé d'écrire l'histoire sociale de la formation d'une nation flamande, ce que nous appelons le « patriotisme flamand ». Selon Hroch, le patriotisme est lié au processus de formation d'une nation. Il évite le terme « nationalisme » qui est plutôt politique et pour lequel les nationalistes veulent leur propre Etat. La N-VA, le Vlaams Belang et certains au CD&V et au VLD, estiment que la Flandre doit devenir un Etat à part entière et que la Belgique doit disparaître ou à tout le moins être réduite à une confédération avec un Etat central sans pouvoirs importants.

Le processus est-il irréversible ?

Aucun processus historique n'est irréversible... La formation d'une nation flamande est déjà bien avancée. A court et moyen termes, je ne vois pas ce processus s'achever. A long terme, tout reste

possible. Nous tentons de démontrer que ce processus s'est en partie déroulé malgré le nationalisme flamand anti-belge. En s'alliant au fascisme dans les années 1930, par exemple, le nationalisme flamand s'est isolé de groupes sociaux importants : les ouvriers, le patronat, etc. La stratégie actuelle de la N-VA, c'est essayer de coupler le processus de formation d'une nation flamande aux intérêts de groupes sociaux importants. Dans nos conclusions, nous reprenons d'ailleurs les propos de mon frère (Bart, NDLR) qui illustre très bien ce phénomène : il ne veut pas se laisser enfermer dans des visions romantiques et élitistes de la formation d'une nation. Il préfère proposer un modèle dans l'intérêt du Flamand qui travaille d'arrache-pied pour son bien-être. Bref, la Flandre en tant que moyen et non en tant que but. Sa stratégie est en partie inspirée de l'ouvrage de Hroch.

Qu'est-ce qui sera déterminant ? Le socio-économique ?

Un ensemble de facteurs... Si une grave crise se produit, elle aura inévitablement un impact sur le processus. Le mouvement flamand s'est développé autour de la langue depuis le XIX^e siècle. Avec les lois linguistiques, la langue reste un argument sensible mais de plus en plus marginal. Le caractère flamand de la Flandre n'est plus menacé et on en arrive à un programme socio-économique axé sur l'acquisition d'instruments propres destinés à assurer le bien-être flamand. Le tournant s'est produit quand Hugo Schiltz a changé son fusil d'épaule. Ce qui a un impact sur le recrutement de nouveaux nationalistes. La N-VA en récolte les fruits aujourd'hui. Ce qui explique pourquoi ce parti est prêt à mettre de nouvelles réformes de l'Etat au frigo et à mener un programme socio-économique de droite. On peut se demander si ces groupes estiment encore qu'une réforme de l'Etat est importante. Et aussi si la N-VA n'est pas dans une impasse... Je me demande quelle direction elle va prendre dans les années qui viennent. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK

Hendrik Vuye

Hendrik Vuye est docteur en droit (KUL). Il est également député fédéral. Élu sur une liste de la N-VA, il a depuis lors quitté le parti nationaliste et a plusieurs fois reproché à ses dirigeants d'avoir tempéré leurs velléités communautaires.

« C'est un lion qui dort dans sa cage »

Hendrik Vuye ne conteste pas les avancées obtenues au cours des dernières décennies par la Flandre. Pour autant, le mouvement flamand a encore selon lui des choses à aller chercher, notamment des leviers socio-économiques localisés aujourd'hui au niveau fédéral. Son approche l'incite à croire que le mouvement flamand n'a pas désarmé.

Le mouvement flamand a obtenu une série de victoires au cours des dernières décennies. Il ne lui en resterait qu'une importante à obtenir selon certains : l'indépendance. Êtes-vous d'accord avec cette vision des choses ?
On ne peut en effet pas mettre en doute le fait qu'il y ait eu des avancées au cours des dernières décennies. Ne reste-t-il plus pour autant que l'indépendance à obtenir ? Non, je ne pense pas. De nombreux leviers socio-économiques se trouvent encore au niveau fédéral. C'est un point important, je pense.

Le mouvement flamand ne va donc pas baisser les armes, se contenter du fédéralisme tel qu'il existe aujourd'hui en Belgique ?

Je ne le pense pas. Le mouvement flamand, c'est davantage aujourd'hui un lion qui dort dans sa cage. C'est inévitable dès lors que le grand parti nationaliste, qui a obtenu 33 sièges au fédéral, a proclamé un stilstand communautaire. Il ne faut donc pas être étonné que le communautaire ne vive plus dans la société. Or, l'idée du confédéralisme et celles selon lesquelles il faut davantage de Flandre doivent être exportées, comme nous l'avons toujours dit, Veerle Wouters et moi. Elles nécessitent de convaincre, de parler. L'échec des négociations en 2010 avec la N-VA tient à deux éléments selon moi. Un, côté flamand, on était mal préparé alors que côté francophone, on l'était beaucoup plus. Et deux, il n'y avait pas de contact Nord-Sud. De Wever n'avait même pas le numéro de GSM de Di Rupo et inversement... En

2019, je crains qu'on ne soit pas, côté flamand, plus préparé et qu'il n'y ait pas suffisamment de contacts avec le monde francophone. Dans Grendelboek, le livre que nous avons publié, Veerle Wouters et moi, nous mettons précisément l'accent sur cela : si l'on veut faire des pas en matière communautaire, il faut éviter de polariser le débat, de se poser contre la presse, le monde académique, les syndicats, les francophones. Ce que m'a appris mon passage à la N-VA, c'est qu'il faut plus qu'un nationalisme d'opposition. Cela permet de gagner les élections mais cela ne permettra pas d'avancer en matière de réforme de l'Etat.

Pensez-vous que les Flamands sont demandeurs d'autres avancées communautaires ? Veulent-ils davantage de Flandre encore et moins de Belgique ?

La première édition de notre livre était épuisée après deux semaines. C'est un signe. A voir le nombre de demandes que nous recevons pour aller parler, on sent également qu'il y a un intérêt, une demande.

Ces avancées dont vous parlez interviendraient dans quel contexte ? Après une nouvelle période propice à la maturation des idées qui les portent ? A la faveur d'événements particuliers ?

Effectivement, on observe une certaine chronologie. La première réforme de l'Etat a eu lieu en réalité en 1962-1963 avec l'apparition de la frontière linguistique. Toutes les évolutions institutionnelles importantes ont ensuite eu lieu tous les dix ans environ. Ce qui voudrait dire que la prochaine étape aura lieu aux alentours de 2021, soit durant la prochaine législature fédérale. Mais je crois qu'il faut un catalyseur, quelque chose qui mette le moteur en marche. Par le passé, ce fut par exemple le refinancement de Bruxelles ou celui de la Communauté française. ■

**Propos recueillis par
MATHIEU COLINET**